

2 Lénine: sur le mot d'ordre des états-unis d'europe

Dans ce texte, paru le 23 Août 1915 dans le journal de Lénine le *Social-Démocrate*, l'auteur qui, au début de la guerre, avait milité pour l'adoption du mot d'ordre des Etats-Unis, révisé sa position et s'inscrit en faux contre l'analyse développée par Trotsky dans le texte No1.

Dans ce numéro 40 du *Social-Démocrate*, nous avons dit que la conférence des sections de notre parti à l'étranger avait décidé de différer la discussion sur le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » jusqu'à l'examen dans la presse du côté *économique* de ce problème.

Au cours de notre conférence, les débats sur cette question ont pris un caractère exclusivement politique. Cela peut s'expliquer partiellement par le fait que, dans le manifeste du comité central, ce mot d'ordre est formulé dans un sens nettement politique (il y est dit : « le plus prochain mot d'ordre politique ») et l'on n'y parle pas seulement d'Etats-Unis *républicains* de l'Europe, mais on y souligne particulièrement « qu'à moins d'un renversement par la révolution des monarchies allemande, autrichienne et russe », ce mot d'ordre est dénué de sens et mensonger.

Si l'on s'élève contre cette façon de poser la question *dans les limites* de la seule politique, si, par exemple, on affirme que ce mot d'ordre masque ou affaiblit celui de la révolution socialiste, on a absolument tort. Les transformations politiques dirigées en un sens véritablement démocratique, et les révolutions politiques *a fortiori*, ne peuvent jamais, en aucun cas, masquer ou affaiblir le mot d'ordre de la révolution socialiste. Au contraire, elles contribuent toujours à rapprocher celle-ci, à lui faire une base plus large ; elles entraînent dans la lutte socialiste de nouvelles couches de la petite bourgeoisie et des masses demi-prolétariennes. D'autre part, les révolutions politiques sont inévitables sur le chemin de la révolution socialiste, qu'il ne faut pas considérer comme un seul acte, mais comme une époque entière de tumultueux ébranlements politiques et économiques, d'extrême acuité de la lutte de classes, de guerre civile, de révolutions et de contre-révolutions.

Mais, si le mot d'ordre des Etats-Unis républicains de l'Europe, comportant le renversement par la révolution des trois monarchies les plus réactionnaires de l'Europe, du tsarisme avant tout, est *absolument inattaquable comme politique*, il reste encore à examiner une question des plus importantes, celle du contenu et de la signification économiques de ce mot d'ordre. Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation du capital et du partage du monde par les puissances colonisatrices « avancées » et « civilisées », les Etats-Unis d'Europe, sous le capitalisme, sont impossibles ou seront réactionnaires.

Le capital est devenu international et détient les monopoles. Le monde est partagé entre un petit nombre de grandes puissances, c'est-à-dire de nations qui prospèrent dans le pillage et l'oppression des autres peuples. Les quatre grandes puissances de l'Europe, l'Angleterre, la France, la Russie et l'Allemagne, dont la population totale est de 250 à 300 millions d'âmes, dont la superficie générale est d'environ 7 millions de kilomètres carrés, possèdent des colonies dont la population est presque d'un demi milliard d'âmes (494.500.000), dont l'étendue est de 64 millions 600.000 kilomètres carrés, c'est-à-dire de presque la moitié du globe terrestre (133 millions de kilomètre carrés, en exceptant les régions polaires). Ajoutez à cela trois des Etats de l'Asie, la Chine, la Turquie et la Perse, que déchirent maintenant les brigands qui font la guerre « d'émancipation » : le Japon, la Russie, l'Angleterre et la France. Dans ces trois Etats asiatiques, que l'on peut appeler des demi-colonies (et ce sont, en réalité, de véritables colonies pour les 9/10ème) il y a des centaines de millions d'habitants et la superficie générale est de plus d'une fois et demie celle de l'Europe.

Continuons. L'Angleterre, la France et l'Allemagne ont placé au dehors au moins 70 milliards de roubles de capital (1). Pour prélever le revenu « légitime » de cette jolie somme, — un revenu qui excède 3 milliards de roubles par an, — il existe des comités de millionnaires, qui s'appellent gouvernements, pourvus d'armées et de flottes armées, qui « placent » dans les colonies leurs garçons et cousins du « seigneur milliard » en qualité de vice-rois, d'ambassadeurs, de consuls, de fonctionnaires de tout ordre, de curés et autres sangsues.

C'est ainsi qu'est organisé, à l'apogée du développement du capitalisme, le pillage d'environ un milliard d'habitants de la terre par quelques grandes puissances. Et, en régime capitaliste, toute autre organisation serait impossible. Renoncera-t-on aux colonies, aux « sphères d'influence », à l'exportation du capital... Comment donc ? ... Songer à cela, ce serait se ravalier au niveau du curé de campagne qui, le dimanche, prêche aux gens riches la magnificence du christianisme et leur conseille d'abandonner aux pauvres... non des milliards, certes... mais quelques centaines de francs par an.

Les Etats-Unis d'Europe, en régime capitaliste, cela se ramènerait à une convention sur le partage des colonies. Mais, en pareil régime, il ne peut y avoir d'autre base, d'autre principe que la force pour un partage. Un milliardaire ne peut accorder à d'autres que lui-mêmes, sur le « revenu national » du pays capitaliste, plus qu'une part « proportionnelle » : « suivant le capital de chacun » (et encore à condition que le gros capital reçoive beaucoup plus que sa part). Le capitalisme, c'est la propriété privée sur les moyens de production ;

(1) En 1914, le rouble valait officiellement 2fr65. Note du traducteur.